



# BULLETIN D'INFORMATION DE L'AJC-AJJ

Ottawa ... Plus de 300 juristes de l'administration publique fédérale se sont entassés dans l'église St-Andrew's d'Ottawa à l'heure du déjeuner le 29 avril pour assister à une réunion d'information parrainée par l'Association des juristes du ministère de la Justice (AJJ).

Répondant aux invitations du président de l'AJJ, Patrick Jetté, et de la nouvelle équipe d'organisateur bénévoles de l'AJJ, ces 300 juristes (et plus) se sont présentés pour entendre un rapport sur la campagne JUSTICE POUR LES JURISTES DU FÉDÉRAL de l'AJJ, et pour obtenir des informations détaillées sur le passage à l'étape de l'arbitrage en vue de l'obtention d'une première convention collective.

En fait, le 29 avril a marqué la première JOURNÉE DES AUTOCOLLANTS de l'histoire de l'AJJ dans l'ensemble du pays. Des juristes fédéraux de toutes les régions ont arboré le nouvel autocollant du syndicat, qui porte l'inscription : JUSTICE POUR LES JURISTES DU FÉDÉRAL.

M. Jetté a expliqué le choix du slogan en rappelant à toutes les personnes présentes dans l'église St-Andrews que l'ensemble des salaires et des avantages sociaux des juristes fédéraux, qui se situaient autrefois parmi les meilleurs au Canada, ont glissé au 6<sup>e</sup> rang ces dernières années. Cela n'est pas acceptable, a dit M. Jetté, et cela fait planer un doute sur l'engagement du Conseil du Trésor de recruter et de retenir les meilleurs juristes possibles pour servir les Canadiens.

Nous savons, a-t-on dit à l'assistance, que les Canadiens veulent que les intérêts de leur pays soient représentés par juristes experts et expérimentés. Nous savons également qu'on ne peut avoir l'assurance de recruter et de retenir les meilleurs en l'absence de régimes de rémunération compétitifs. Les Canadiens le comprennent et ne veulent pas de régimes de deuxième ordre.

Patrick Jetté a indiqué aux membres de l'AJJ qu'il attend la réponse du Conseil du Trésor à la proposition de l'AJJ voulant que le syndicat et l'employeur s'entendent sur le choix du président du conseil arbitral. Il nous faut une personne impartiale possédant de grandes compétences, a déclaré M. Jetté.

Il a demandé instamment à tous les membres présents de lire l'article paru cette semaine dans le HILL TIMES (affiché sur le site Web de l'AJJ à l'adresse [www.ajc-ajj.com](http://www.ajc-ajj.com)), lequel expose avec force détails que la négociation collective pour tous les employés fédéraux syndiqués s'est embourbée depuis que Vic Toews a été nommé président du Conseil du Trésor. Voilà la situation à laquelle nous sommes confrontés, a fait observer M. Jetté.

Revenant au thème prédominant du syndicat, à savoir l'obtention de la justice et de l'équité pour tous les juristes de l'administration publique fédérale, M. Jetté a félicité ses membres d'avoir arboré l'autocollant; il a fait valoir que l'importance de ce geste tient au fait qu'il

démontre que le CT ne peut plus soutenir que les juristes fédéraux n'ont pas objection à glisser derrière leurs homologues de pratique privée et derrière ceux des provinces. M. Jetté a donné l'exemple d'une avocate principale qui gagne 60 000 \$ par année de moins que son adjoint, détaché d'un gouvernement provincial.

La campagne LES JUSTICE POUR LES JURISTES DU FÉDÉRAL vise avant tout à faire bien comprendre que l'équipe de négociation de l'AJJ parle en votre nom, a-t-il dit aux juristes réunis.

L'élément marquant de la réunion s'est produit lorsque que M. Jetté a annoncé la prochaine étape de la campagne de communication de l'AJJ : « PRENDRE LE DÉJEUNER AVEC ROB ET VIC! »

M. Jetté a déclaré qu'il allait, dès cette semaine, écrire au ministre de la Justice, Rob Nicholson, et au président du Conseil du Trésor, Vic Toews, pour leur demander de se joindre à lui et à des centaines de juristes fédéraux qui se réuniront à Ottawa pour la tenue d'un lunch printanier en plein air, le 13 mai, à l'angle des rues Wellington et Kent.

Promettant de donner d'autres détails sous peu, M. Jetté a déclaré : Nous allons demander à Rob et à Vic de se joindre à vous et à moi le 13 mai à midi. Veuillez apporter votre lunch, venez avec vos collègues et soyez ici en personne, de manière à ce que Rob et Vic puissent voir de leurs propres yeux que les juristes fédéraux réclament vraiment justice dans une nouvelle convention collective.

Au cours de la période de questions-réponses, un membre du conseil d'administration de l'AJJ, Dave Singh, a indiqué que le Conseil du Trésor avait déjà réagi à la JOURNÉE des autocollants en envoyant aux gestionnaires une note de service indiquant que les juristes fédéraux avaient le droit de porter leur autocollant au travail.

D'autres personnes ont demandé à M. Jetté de diffuser davantage d'informations sur le contenu et sur le processus de négociation et d'arbitrage. M. Jetté a promis qu'un rapport détaillé serait envoyé prochainement.

« Dans l'intervalle », a dit M. Jetté, « veuillez continuer de porter vos autocollants et continuer de manifester le même soutien enthousiaste que vous avez montré ici aujourd'hui. Merci infiniment! »